



**Établissement public
chargé de la conservation et de la restauration
de la cathédrale Notre-Dame de Paris**

OPERATION DE RESTAURATION PHASE 3 – CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marché public de services

**MARCHE N°2025-068 :
REALISATION DE PRELEVEMENTS METROLOGIQUES PLOMB ET AMIANTE**

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2.1° du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des plis : 15/09/2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1	Nom et adresse du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Type de pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 2	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	4
2.1	Contexte	4
2.2	Objet du marché public.....	5
2.3	Forme des prix et montant.....	5
2.4	Lieux d'exécution.....	5
2.5	Prestations similaires et fournitures complémentaires	5
ARTICLE 3	PROCEDURE.....	6
3.1	Allotissement.....	6
3.2	Procédure de passation.....	6
3.3	Langue et devise	6
3.4	Nomenclature CPV	6
3.5	Décomposition en tranches	6
3.6	Prestations supplémentaires éventuelles	6
3.7	Variantes.....	6
3.8	Visite obligatoire	6
3.9	Auditions	7
3.10	Groupements d'opérateurs économiques	7
3.11	Délai de validité des offres	7
ARTICLE 4	PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES.....	7
ARTICLE 5	DUREE – DELAI D'EXECUTION	8
5.1	Durée du marché.....	8
5.2	Délais d'exécution	8
ARTICLE 6	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
6.1	Modalités de retrait et d'identification sur le profil acheteur	8
6.2	Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	9
6.3	Modifications du DCE	9
6.3.1	A l'initiative du candidat.....	9
6.3.2	A l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	9
6.4	Questions des candidats.....	9
ARTICLE 7	DOSSIER DE REPONSE.....	10
7.1	Présentation et contenu de la candidature	10
7.2	Présentation et contenu de l'offre	12
ARTICLE 8	MODALITES DE TRANSMISSION DU PLI.....	13

8.1	Pli électronique.....	13
8.2	Copie de sauvegarde	14
ARTICLE 9	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	15
9.1	Examen des candidatures.....	15
9.2	Jugement des offres.....	15
ARTICLE 10	ATTRIBUTION PROVISOIRE	16
ARTICLE 11	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
ARTICLE 12	DIFFERENDS ET LITIGES	17
12.1	Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	17
12.2	Organe chargé des procédures de médiation.....	18
12.3	Introduction des recours.....	18

ARTICLE 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur responsable de l'organisation de la procédure est :
Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de
Paris
Chantier de restauration la cathédrale Notre-Dame de Paris
Quai de l'Archevêché
75004 Paris

1.2 Type de pouvoir adjudicateur

L'Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris est un Etablissement public national administratif, sous la tutelle du ministère de la Culture, créé par la loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 et régi par le décret n°2019-1250 du 28 novembre 2019.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par son président ou son représentant.

Les différents intervenants dans le cadre de l'opération sont présentés dans le cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

2.1 Contexte

Le 15 avril 2019, un violent incendie embrasait la cathédrale Notre-Dame de Paris entraînant la disparition, dans les flammes, de la toiture du grand comble et de la flèche, l'effondrement partiel de plusieurs voûtes hautes et le déplaquage de nombreux parements en pierre de taille situés à proximité directe du foyer, du fait des températures extrêmement élevées. Dès le lendemain et pendant les mois qui suivirent le sinistre, l'édifice est sécurisé et une grande opération de reconstruction, destinée à réparer les désordres causés par l'incendie, a été lancée ayant permis la réouverture au public et au Culte le 7 décembre 2024.

Le chantier de cette vaste opération se poursuit en 2025 pour achever la couverture des espaces ajourés de la flèche et les travaux du massif occidental permettant la réouverture des tours au public

La restauration de la cathédrale ne sera pas pour autant achevée à l'issue de ces travaux puisque les parties non touchées par l'incendie n'auront pas été traitées. En effet, avant le 15 avril 2019, plusieurs rapports rédigés par Philippe VILLENEUVE, ACMH en charge de la cathédrale, alertaient sur l'état de dégradation très important des élévations extérieures, à commencer par le chevet.

Les fonds collectés dans le cadre de la souscription nationale n'ayant pas été intégralement utilisés pour l'exécution des travaux des deux phases précédentes, l'Etablissement Public souhaite poursuivre le programme de restauration de la cathédrale en intervenant sur des parties non touchées par l'incendie mais nécessitant des travaux de restauration, lesquels constitueront la phase 3 des travaux de restauration de la cathédrale.

A ce jour, il est prévu de décomposer l'opération de restauration - phase 3 en plusieurs sous-opérations sur la base de critères fonctionnels, techniques, géographiques et/ou calendaires :

- Une sous-opération « SO_INST » comprenant :
 - o la base-vie
 - o les installations de chantier.
- Une sous-opération « SO1 » consistant en la restauration extérieure du chevet ;
- Une sous-opération « SO2 » consistant en la construction des locaux techniques définitifs ;
- Une sous-opération « SO3 » consistant en la restauration extérieure de la sacristie ;
- Une sous-opération « SO4 » consistant en la restauration extérieure du presbytère.

Le présent règlement de consultation concerne un marché de prestations intellectuelles se rattachant à l'ensemble de l'opération de restauration phase 3 de la cathédrale.

2.2 Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la réalisation de prélèvements métrologiques plomb (lingettes surfaciques, prélèvement d'air, matière en suspension, lixiviation) et amiante (prélèvements matériaux et atmosphériques) par la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la phase 3 de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.3 Forme des prix et montant

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 500 000 € HT sur toute la durée du marché.

2.4 Lieux d'exécution

Les prestations s'exécuteront sur le site de la base vie du chantier de la cathédrale Notre-Dame de Paris située à l'adresse suivante :

Chantier de la cathédrale Notre-Dame de Paris
Quai de l'Archevêché
75004 Paris

2.5 Prestations similaires et fournitures complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de services similaires à ceux confiés au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R.2122-4 du code de la commande publique portant sur la livraison de fournitures complémentaires.

ARTICLE 3 PROCEDURE

3.1 Allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.2 Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme de l'appel d'offres ouvert, en application du code de la commande publique (articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2.1°).

3.3 Langue et devise

La langue utilisée pour la consultation et les documents remis par le candidat est le français et la devise libellée en euros.

3.4 Nomenclature CPV

Nomenclature CPV	Intitulé
90732600-3	Mesure et surveillance de la pollution des sols
51200000-4	Service d'installation et de matériel de mesure, de contrôle, d'essai et de navigation
38300000	Instruments de mesure

3.5 Décomposition en tranches

Sans objet.

3.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

3.7 Variantes

Les variantes sont interdites.

3.8 Visite obligatoire

Pour remettre une offre, les candidats **devront** effectuer une visite préalable du site d'exécution des prestations.

La **visite obligatoire** sera organisée à l'adresse suivante :

Chantier de la cathédrale Notre-Dame de Paris
Rue du Cloître
75004 Paris

Les dates de visites proposées sont les suivantes :

Jeudi 21 août 2025 à 14h00

Jeudi 28 août 2025 à 14h00

Pour des raisons d'organisation et/ou de contraintes du site, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'organiser :

- de nouveaux créneaux de visite de sa propre initiative ou sur demande des entreprises ;
- de modifier les dates de visite.

Tous les candidats souhaitant se présenter à l'une de ces visites sont invités à se faire connaître au plus tard 72 heures avant la date de la visite exclusivement auprès de :

Courriel : guillaume.gilbert@rndp.fr

Copie : mathis.chaussin@rndp.fr

Les candidats seront alors informés des modalités de visite du site et des bâtiments.

La visite est limitée à 2 personnes par candidat. Ce dernier doit indiquer lors de sa demande de participation à la visite, l'identité de la ou les personnes présentes.

Les candidats devront poser leurs questions dans les conditions et délais fixés à l'article 6.4 du présent règlement de consultation. Par question, il faut entendre des clarifications sur des aspects du dossier de consultation ou des remarques sur d'éventuelles omissions ou erreurs.

A défaut de réalisation de la visite obligatoire, l'offre sera déclarée irrégulière.

3.9 Auditions

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les soumissionnaires de faire une présentation orale de leur offre.

Il ne s'agit pas d'une négociation.

3.10 Groupements d'opérateurs économiques

Le marché pourra être attribué à un opérateur économique unique ou à un groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement retenu pourra être conjoint à condition que les prestations à exécuter soient détaillées et précisées dans le contrat qui lie ses membres et que le mandataire du groupement soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Cette exigence est justifiée au regard de la nature des prestations.

Dans l'hypothèse où elle présente sa candidature en groupement, une entreprise ne peut se présenter que dans un seul groupement.

3.11 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de remise des offres, (négociées le cas échéant).

ARTICLE 4 PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Il est rappelé aux candidats, que conformément à l'article L. 2141-9 du code de commande publique le pouvoir adjudicateur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes à l'égard

desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'entente a pour objet ou peut avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à :

- Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique
- Répartir les marchés publics ou les sources d'approvisionnement.

En cas de doute le pouvoir adjudicateur signalera la situation aux services compétents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et pourra également porter plainte auprès de l'Autorité de la concurrence.

ARTICLE 5 DUREE – DELAI D'EXECUTION

5.1 Durée du marché

La durée de chaque marché est indiquée à l'article 3.1 du CCAP.

5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution de chaque marché sont mentionnés à l'article 3.3 du CCAP.

ARTICLE 6 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

6.1 Modalités de retrait et d'identification sur le profil acheteur

Le dossier de consultation pourra être téléchargé gratuitement sur le site de la PLACE - Plateforme des Achats de l'Etat. Le pouvoir adjudicateur recommande aux candidats souhaitant télécharger le dossier de consultation de s'identifier au préalable par une inscription gratuite, de façon à pouvoir être informés automatiquement d'une éventuelle modification du dossier de consultation. Le téléchargement anonyme du dossier de consultation est possible mais dans ce cas le pouvoir adjudicateur sera dans l'impossibilité de prévenir le candidat d'un changement dans le dossier de consultation.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l'Etat ne soient pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ». Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l'assistance de la PLACE Plateforme des Achats de l'Etat.

6.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les éléments suivants :

- Le présent **Règlement de la Consultation (RC)** et ses annexes :
 - Annexe 1 : DC1 ;
 - Annexe 2 : DC2 ;
 - Annexe 3 : L'attestation de non-emploi de travailleurs étrangers ;
 - Annexe 4 : L'attestation d'emploi de travailleurs étrangers ;
 - Annexe 5 : Trame de mémoire technique (TMT).
- L'**Acte d'Engagement (AE)** et ses annexes :
 - Annexe 1 : Le bordereau des prix unitaires / Détail Quantitatif Estimatif (BPU-DQE) ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses annexes :
 - Annexe 1 : Plan d'Installation de Chantier (PIC) ;
 - Annexe 2 : Notice d'Organisation de Chantier (NOC) ;
 - Annexe 3a : Plan général de coordination (PGC.) ;
 - Annexe 3b : Plan général de coordination (PGC) – tableau de répartition ;
 - Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de l'opération ;
 - Annexe 5 : Charte chantier vert ;
 - Annexe 6 : Diagnostic plomb ;
 - Annexe 7 : Diagnostic amiante ;
 - Annexe 8 : Ediflex ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particuliers (C.C.T.P.)**.

6.3 Modifications du DCE

6.3.1 A l'initiative du candidat

Le candidat ne peut apporter de modifications aux pièces du dossier de consultation des entreprises. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces ce dernier devra alerter le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

6.3.2 A l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra dès lors prendre en compte les pièces modifiées pour élaborer sa candidature et/ou son offre. Le délai est décompté à partir du jour de la modification des documents de la consultation sur la plateforme PLACE et le dernier jour correspondant à la date limite de remise des plis (cf 1ère page) n'est pas pris en compte.

6.4 Questions des candidats

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour l'élaboration de l'offre, les candidats devront faire parvenir une demande écrite par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (profil acheteur PLACE), en utilisant le registre des questions, **au plus tard le 03/09/2025.**

Une réponse sera alors adressée, via le profil acheteur, à tous les opérateurs ayant retiré le dossier de consultation, **au plus tard le 08/09/2025**.

Aucune réponse ne sera adressée en dehors de cette voie de communication.

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification lors du téléchargement du DCE sur le profil acheteur.

ARTICLE 7 DOSSIER DE REPONSE

En application des articles R. 2142-21 et R2151-7 et du code de la commande publique, il est interdit au candidat de présenter plusieurs candidatures et/ou offres en agissant à la fois :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
2. En qualité de membre de plusieurs groupements.

Pour être recevables, la candidature et l'offre remises dans le cadre de la consultation devront contenir les pièces listées ci-après.

7.1 Présentation et contenu de la candidature

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement fournit les pièces demandées, sauf les documents visés au a) et b), ci-dessous qui sont communs au groupement.

Dans le cas où le candidat présenterait des sous-traitants, ces derniers devront justifier de leurs capacités professionnelles et financières et attester qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (fournir les pièces demandées aux points n° a, b, c, ci-dessous), en plus des déclarations de sous-traitance.

- a) **Le document unique de marché européen (DUME)** - conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en utilisant le modèle fixé par le règlement 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, le DUME peut être rempli via le profil d'acheteur ou via la page suivante :
<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

OU LES DOCUMENTS SUIVANTS :

- b) **La « lettre de candidature - désignation du mandataire par ses cotraitants » dûment complétée – DC1** (annexe 1 au présent règlement de la consultation) ou document de forme libre comportant les mêmes informations dont notamment l'attestation sur l'honneur prévue aux articles R2143-3 et R2143-16 du code de la commande publique ;

c) **La déclaration du candidat dûment complétée – DC2** (annexe 2 au présent règlement de la consultation) ou document de forme libre comportant les mêmes informations dont notamment :

- **La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité** faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat devra justifier d'un chiffre d'affaires global annuel supérieur à :

- 500 000 € HT sur chacun des trois derniers exercices disponibles, en ce qui concerne le domaine d'activité faisant l'objet du marché.

- **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;**
- **Une liste des prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le lieu et le destinataire de l'exécution des prestations.**
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront également pris en compte.
- **Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise,** et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public ;
- **Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants :**
 - **Attestation de suivi d'une formation au risque plomb** pour les employés amenés à intervenir dans le cadre de ce marché ;
 - **Identification des laboratoires d'analyse** (si les analyses sont externalisées) et le **certificat d'accréditation en cours de validité des laboratoires pour les analyses demandées dans le cadre du marché** (notamment l'accréditation COFRAC ISO 17025) ;
- **Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;**

d) Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, le candidat produit **son numéro unique d'identification (Siren) ou s'il est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement**, attestant de l'absence de cas d'exclusion

e) **La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.**

La personne habilitée à engager le candidat doit être soit mentionnée sur l'onglet « dirigeants » de la page <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> rattachée à l'entreprise, soit disposer d'un pouvoir émanant de cette personne.

Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

- f) Dans le cas où le candidat présenterait dès la candidature des sous-traitants, il devra produire une **déclaration de sous-traitance** signée du titulaire et de son sous-traitant (formulaire DC4 ou document de forme libre comportant les mêmes informations).
- g) **Une déclaration appropriée des banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.**

Les entreprises de création récente apporteront la preuve de leurs capacités techniques, professionnelles économiques et financières par tout autre moyen équivalent.

Le candidat pourra s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance...). Le cas échéant, le candidat devra apporter la preuve qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. Cette preuve pourra être apportée par tout moyen approprié.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

7.2 Présentation et contenu de l'offre

L'offre du candidat devra contenir les documents suivants :

- a) **L'Acte d'Engagement (AE), daté et signé – sans modification** - par le représentant habilité de l'entreprise et/ou membre du groupement dûment habilité.
 - *Dans un souci de simplification des démarches après attribution, il est conseillé aux soumissionnaires de signer électroniquement l'acte d'engagement dès la remise des offres, sans que cela soit à ce stade obligatoire. Il leur faudra également fournir, le cas échéant, une copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents.*
 - *Pour les groupements d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement sera complété soit par l'ensemble des cotraitants soit par le seul mandataire (en fonction de l'habilitation précisée dans le formulaire DC1 ou tout autre document d'habilitation) ;*
- b) Le **Bordereau des Prix Unitaires-Détail Quantitatif Estimatif (BPU-DQE)** dûment et intégralement complété sous format .XLS ou .XLSX (ou équivalent) ;
- c) **Le mémoire technique** permettant d'évaluer la valeur technique de l'offre, comprenant :
 - i. Organisation projetée des moyens humains affectés à l'exécution des prestations (nombre, rôle, qualifications et expériences professionnelles, etc.) y compris disponibilité des équipes de préleveurs au regard des délais courts d'exécution des services, délais de réalisation des missions et de production des documents. Méthodologie de travail pour la réalisation des différents prélèvements, et compréhension du respect et de la protection de l'existant dans un cadre monument historique (sous-critère 1, article 9.2 du RC).
 - ii. Moyens matériels (types et quantités) mis en œuvre pour l'exécution des différents prélèvements. Nombre maximum d'analyse « tests lingettes » réalisable pour respecter un délai de 24h pour l'obtention des résultats. Nombre maximum d'analyse « test lingettes » réalisable pour respecter un délai de 48h pour l'obtention des

résultats. Nombre maximum d'analyse « mesures sur opérateurs » réalisable pour respecter le délai de 72h pour l'obtention des résultats (sous-critère 2, article 9.2 du RC).

- iii. Présentation d'un rapport type jugé pertinent par le candidat, au regard des demandes du présent marché (sous-critère 3, article 9.2 du RC).

d) L'attestation de visite obligatoire.

Le candidat veillera à ne pas mettre de documents qui n'auraient pas été demandés et qui ne seraient pas nécessaires à l'analyse : type plaquettes publicitaire, etc.

ARTICLE 8 MODALITES DE TRANSMISSION DU PLI

8.1 Pli électronique

Le candidat transmettra son pli avant la date limite de remise des offres indiquée sur la première page du présent document. Le candidat a la responsabilité du chargement du pli avant la date limite de remise des offres, le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable d'un chargement tardif du pli sur la plateforme.

Conformément aux articles R2143-2 et R2151-5 du code de la commande publique, les candidatures et offres hors délais sont éliminées.

Les plis électroniques doivent être déposés au sur le site suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Chaque transmission d'un pli fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les plis électroniques, notamment les plis transmis par courriel ou par télécopie, seront considérés comme ne respectant pas la forme prescrite et seront rejetés.

Comment se déroule la remise d'une candidature ou d'une offre en ligne ?

La plateforme des achats de l'Etat dispose de rubriques guides d'utilisation de la plateforme. Une assistance en ligne est également disponible.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Pour une première utilisation, il est recommandé d'effectuer une simulation de dépôt électronique en amont, proposée par la plateforme.

Le candidat devra signer les documents pour lesquels il est demandé une signature. La signature du zip d'un dossier n'a pas de valeur, seule la pièce doit être signée. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

La signature est effectuée via un certificat de signature électronique conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes tant pour les dépôts électroniques que les copies de sauvegarde :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc/ .docx / .rtf/ .pdf / .xls / .xlsx / .ppt / .pptx;

- ne pas utiliser certains formats, notamment les “.exe”, les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les “macros” ;
- faire en sorte que l’offre ne soit pas trop volumineuse ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l’anti-virus, à charge de l’entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l’objet d’un archivage de sécurité par le pouvoir adjudicateur. Ces offres seront donc réputées n’avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Les documents transmis par les candidats devront être nommés « nom_fichier.extension » où :

- « nom_fichier » correspond au libellé du document – exemple : mémoire technique, acte_d_engagement etc....Les libellés ne devront contenir ni espace, ni accent
- « .extension » correspond au format utilisé – exemple : .pdf, .doc, etc.

8.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l’article R. 2132-11 du code de la commande publique le candidat peut transmettre, parallèlement à son offre dématérialisée, une copie de sauvegarde de son pli (sur support physique (de préférence clé USB) ou sur support papier).

Lorsqu’une offre a été transmise par voie électronique, mais n’a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l’ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que cette dernière lui soit parvenue dans les délais de dépôt des offres.

Lorsqu’elles ne sont pas accompagnées d’une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l’objet d’une réparation.

Un document électronique relatif à une offre qui n’a pas fait l’objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n’avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé.

Cette copie de sauvegarde est à remettre à l’adresse suivante (du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h) :

Etablissement Public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris
 Secrétariat Général
 Base-vie du chantier de la cathédrale Notre-Dame de Paris
 Quai de l’Archevêché
 75004 Paris

Le pli scellé contenant la copie de sauvegarde portera la mention visible : « OPERATION DE RESTAURATION PHASE 3 – MARCHE 2025-068 – REALISATION DE PRELEVEMENTS METROLOGIQUES PLOMB ET AMIANTE / Copie de sauvegarde »

La copie de sauvegarde ne sera ouverte et ne remplacera le pli principal que dans l’un des cas mentionnés ci-après :

- La candidature ou l’offre transmise par dématérialisée est infectée par un programme informatique malveillant ;
- La candidature ou l’offre transmise par voie dématérialisée est reçue de façon incomplète, hors délais ou n’a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l’offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 9 EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

9.1 Examen des candidatures

L'appréciation des candidatures porte sur la vérification de la capacité à soumissionner des candidats.

Ne seront pas admises les candidatures qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières suffisantes au regard des capacités nécessaires pour la réalisation des prestations demandées.

Niveaux minima de capacité : les candidats devront impérativement justifier des capacités minimales demandées (ou équivalents) à l'article 7.1 du présent règlement de la consultation.

9.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues notamment aux articles R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique. Le marché sera attribué au soumissionnaire proposant l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Critère 1 : Valeur technique	60 points
Sous-critère 1 : Moyens humains et méthodologie de travail pour les différents types de prélèvements	60 %
Sous-critère 2 : Moyens matériels de prélèvements et d'analyse : matériel et équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché et nombre maximum d'analyses réalisables dans les différents délais impartis	30 %
Sous-critère 3 : Qualité du rapport type présenté	10 %
Critère 2 : Prix des prestations	40 points

La notation du critère « Valeur technique » s'effectue le barème indiqué ci-après :

Chaque sous-critère sera noté selon l'échelle de notation suivante :

- si le soumissionnaire répond de manière insatisfaisante ou incomplète, il obtient 0% de la note sur le sous-critère correspondant ;
- si le soumissionnaire répond de façon peu satisfaisante, il obtient 20% de la note sur le sous-critère correspondant ;
- si le soumissionnaire répond de façon assez satisfaisante, il obtient 40% de la note sur le sous-critère correspondant ;
- si le soumissionnaire répond de façon satisfaisante, il obtient 60% points de la note sur le sous-critère correspondant ;
- si le soumissionnaire répond de façon très satisfaisante, il obtient 80% de la note sur le sous-critère correspondant ;
- si le soumissionnaire répond de façon excellente, il obtient 100% de la note sur le sous-critère correspondant.

La notation du critère « Prix » s'effectue selon la formule indiquée ci-après :

$$(\text{Prix de l'offre la moins-disante} \times 40) / (\text{Prix de l'offre à noter})$$

Le prix qui est pris en compte est le montant HT du BPU-DQE joint au dossier de consultation des entreprises.

Si le Bordereau des prix unitaires (BPU)-Détail Quantitatif Estimatif (DQE) comporte des erreurs de multiplication ou d'addition, elles pourront être rectifiées par le pouvoir adjudicateur. Pour le jugement des offres, il sera alors tenu compte du montant total du Bordereau des prix unitaires (BPU)-Détail Quantitatif Estimatif (DQE) rectifié.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la meilleure note cumulée (valeur technique et prix).

ARTICLE 10 ATTRIBUTION PROVISOIRE

L'attributaire pressenti recevra un courrier lui précisant les documents qu'il doit fournir au pouvoir adjudicateur (dans la mesure où il ne les a pas déjà fournis dans son pli) :

- Un acte d'engagement et ses annexes signés par une personne dûment habilitée, accompagnée des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents. L'attributaire s'engage à ne pas modifier son offre lors de cette signature. La signature de l'acte d'engagement vaudra signature de toutes les pièces contractuelles ;
- Les attestations permettant de justifier ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance), prévue par l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
 - Le certificat attestant la souscription des déclarations et des paiements correspondants aux impôts listés ci-après, délivré par l'administration fiscale dont relève le soumissionnaire : impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée ;
- Son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique ;
- S'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché ;
- le cas échéant, le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- Les attestations d'assurance conformément aux stipulations du CCAP ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue par l'article L.5221-2 du Code du travail datant de moins de 6 mois ;
- Le cas échéant, les pièces prévues par les articles R. 1263-12 du code du travail concernant les salariés détachés et D. 8222-7 du code du travail ;
- Un relevé d'identité bancaire ;

- Un document d'habilitation du mandataire signé par les autres membres du groupement, en cas de groupement, et précisant les conditions de cette habilitation (personne(s) autorisées à signer le marché et toute ses modifications ultérieures).

L'attribution est faite, à titre provisoire. Si l'attributaire pressenti ne peut produire ces documents, dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception du courrier de demande, son offre est rejetée. Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 11 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur est amené à collecter des données à caractère personnel des employés des candidats (seuls ou en groupement) et de leurs éventuels sous-traitants (au sens de la réglementation des marchés publics) et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant dans leur dossier de candidature – ensemble ci-après désignés sous le vocable « les personnels du candidat ».

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter ces données personnelles conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le Règlement européen sur la protection des données, ou RGPD), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, le pouvoir adjudicateur a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées téléphoniques et/ou postales, courriel, photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

- La mise en œuvre et le suivi de la mise en concurrence (dont l'inscription en ligne pour obtenir le DCE et ses pièces modificatives) jusqu'à l'attribution du marché au prestataire titulaire et de la publication des avis d'attribution ;
- Dans le cas de visites de lieux : la délivrance d'éventuels badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès.

Les personnels des candidats concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant en prenant l'attache du pouvoir adjudicateur, en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

Chaque candidat s'engage à avoir collecté les données personnelles figurant dans leur dossier de candidature de manière licite et transparente vis à vis des personnes concernées.

ARTICLE 12 DIFFERENDS ET LITIGES

12.1 Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est :
Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy

F-75181 Paris cedex 04
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
SIRET : 17750005500013
Tél 01 44 59 44 00 Fax 01 44 59 46 46

12.2 Organe chargé des procédures de médiation

L'organe chargé des procédures de médiation est :

Comité consultatif national de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

6 rue Louise-Weiss

Télédoc 353, F-75703 Paris cedex 13

SIRET : 12000009600020

ccira@paris-idf.gouv.fr

Tél 01 44 87 17 17 Fax 01 44 97 33 99

12.3 Introduction des recours

Le référé précontractuel peut être introduit dans les conditions des articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative.

Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative.

Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.